

## **Chap. 1 Dénomination, siège, durée**

- Art. 1 L'association porte la dénomination de « Danse Passion », association sans but lucratif. Elle a son siège à MAMER. Sa durée est illimitée.

## **Chap. 2 But et objet**

- Art. 2 Elle a pour objet toute activité quelconque de nature à favoriser le développement de l'éducation physique moderne, de l'éducation nationale et particulièrement la pratique de la danse de salon et l'établissement de relations amicales entre les personnes qui s'y intéressent.

## **Chap. 3 Composition**

- Art. 3 L'association se compose de :

- a) membres actifs
- b) membres inactifs
- c) membres honoraires

Le nombre des membres effectifs est illimité sans pouvoir cependant être inférieur à trois. L'assemblée Générale pourra, sur propositions du conseil d'administration et statuant à la majorité des 2/3 des voix, conférer le titre de membres d'honneur à toute personne, associée ou non, ayant rendu des services notables à l'association ou à la cause de la danse.

## **Chap. 4 Admission, démission, cotisation**

- Art. 4 Toute personne désirant faire partie de l'association comme membre associé, fera sa demande au conseil d'administration, demande qui devra être appuyée par le comité. Le refus d'admission sera communiqué sans indications des motifs qui l'ont entraîné.
- Art. 5 La qualité de membre se perd:
- a) par la démission volontaire
  - b) par le refus de verser les cotisations annuelles
  - c) par l'expulsion pour motifs graves
- Art. 6 Aucune démission ne sera acceptée tant que le membre démissionnaire n'aura pas fait honneur à ses engagements à l'égard de la société.
- Art. 7 La cotisation annuelle sera fixée chaque année par l'assemblée générale. Celle-ci déterminera le mode et la date de paiement.
- Art. 8 En cas de décès d'un associé, ses héritiers n'auront aucun droit sur le fonds social. L'associé démissionnaire ou exclu n'a aucun droit sur le fonds social et ne peut pas réclamer le remboursement de ses cotisations.

## **Chap. 5 Administration**

- Art. 9 L'association est administrée et gérée par un conseil d'administration. Celui-ci se compose de 3 à 7 membres. Tous les membres du conseil d'administration seront élus par l'assemblée générale ordinaire pour une durée de 3 ans. Les administrateurs sont rééligibles. Leurs fonctions n'expirent qu'après leur remplacement. En cas de vacance d'un siège, il sera pourvu au remplacement du dit administrateur associé par le premier suppléant s'il y en a ou s'il n'y en a pas, lors de la prochaine assemblée générale ordinaire. Le conseil d'administration désignera parmi ses membres 1 vice-président. Le conseil peut s'adjoindre des collaborateurs choisis hors de son sein. Il en fixera les

attributions et les rémunérations.

- Art. 10 Le conseil se réunira sur convocation du président. Le président devra la convoquer également à la demande de la moitié des administrateurs.
- Art. 11 Les décisions du conseil sont valablement prises si la moitié de ses membres est présente. Les décisions seront prises à la majorité des voix présentes, en cas de partage, la voix du président ou de son remplaçant est prépondérante.
- Art. 12 Les procès-verbaux des séances du conseil sont inscrits dans un registre tenu au siège social et signé par le président ainsi que le secrétaire.
- Art. 13 Le conseil d'administration a les pouvoirs d'administration les plus étendus pour la marche des affaires de l'association, tout ce qui n'est pas réservé à l'assemblée générale par les statuts ou par la loi est de sa compétence.  
Le conseil représente l'association dans ses relations avec les particuliers et les pouvoirs publics. Il peut acquérir, aliéner, échanger et hypothéquer les biens de l'association, il peut conclure des emprunts, stipuler la clause de la voie parée.  
Tous les postes du conseil d'administration sont honorifiques.
- Art. 14 L'association est engagée soit par la signature du président, respectivement de son représentant, et du secrétaire, respectivement du trésorier, soit par la signature conjointe de deux membres du conseil d'administration, ces derniers engageant l'association dans la limite des pouvoirs qui leur ont été conférés.
- Art. 15 Pour l'expédition des affaires courantes ainsi que pour l'exécution de ses résolutions le conseil d'administration peut déléguer ses pouvoirs au secrétaire de l'association.
- Art. 16 L'année comptable commence le 1er septembre. Le conseil d'administration dresse le bilan des recettes et des dépenses et le soumet à l'assemblée générale avec le budget pour l'exercice suivant aux fins d'approbation et de décharge.  
Le trésorier est chargé de la question financière de l'association. Il signe les pièces comptables conjointement avec le président ou son représentant.

## **Chap. 6 Assemblée générale**

- Art. 17 L'assemblée générale se réunit au moins une fois par an. Le conseil d'administration pourra la convoquer chaque fois que les intérêts de l'association l'exigent. Le conseil doit la convoquer dans le délai d'un mois sur la demande écrite de 1/5 des associés, ceux-ci doivent y joindre l'ordre du jour.
- Art. 18 Les membres sont convoqués par avis postal ou par la voie de la presse trente jours francs à l'avance. Les convocations contiendront l'ordre du jour, toute proposition, signée d'un nombre de membres égal au 1/20 de la dernière liste annuelle, doit être portée à l'ordre du jour.  
Les résolutions ne pourront être prises en dehors de l'ordre du jour que si les règlements internes le permettent formellement.
- Art. 19 Le président ou son remplaçant assume la direction de l'assemblée générale.
- Art. 20 L'assemblée générale est régulièrement constituée et elle peut délibérer valablement quel que soit le nombre des associés présents ou représentés en vertu d'un mandat spécial.  
Elle prend les décisions conformément aux articles 7 et 8 de la loi du 21.4.1928. Les publications se feront en conformité à l'article 9 de la même loi. Les bulletins nuls sont déduits du nombre des votes émis excepté en cas de modification de statuts. Les membres ont un droit de vote égal.
- Art. 21 Les élections se feront au scrutin secret.  
Le président sera élu à la majorité absolue des votants en un tour de scrutin distinct. Les

autres membres du conseil d'administration seront élus par scrutin séparé. Si la majorité absolue n'est pas acquise au premier tour de scrutin, seront élus au deuxième tour de scrutin les candidats ayant obtenu le plus de voix, à condition qu'ils recueillent chacun au moins 1/3 des voix valablement exprimées.

Art. 22 L'assemblée générale a les pouvoirs les plus étendus.

Elle a notamment le droit:

- de modifier les statuts et de prononcer la dissolution de l'association,
- de nommer et de révoquer les administrateurs,
- d'approuver le budget annuel ainsi que les comptes établis par le conseil d'administration,
- de fixer les cotisations annuelles,
- de prendre toutes les décisions dépassant les pouvoirs légalement ou statutairement dévolus au conseil d'administration.

Art. 23 Les résolutions de l'assemblée générale seront consignées dans un registre spécial déposé au siège de l'association. Tous les associés pourront en prendre connaissance sans déplacement du registre.

Art. 24 Les assemblées générales se tiennent à MAMER.

## **Chap. 7      Dissolution**

Art. 25 La dissolution de l'association ne peut être prononcée qu'en assemblée générale, spécialement convoqué à cette fin. La dissolution ne pourra être décidée si les 2/3 des membres sont présents ou représentés et qu'avec une majorité des 2/3 des voix des membres présents. En cas de dissolution, l'avoir de l'association sera réalisé et le solde sera affecté à une association à désigner par l'Assemblée générale. Les articles 22, 23, 24 et 25 de la loi du 21.4.1928 sont applicables.

## **Chap. 8      Dispositions diverses**

Art. 26 L'Association de Danse « Danse Passion » n'assume aucune responsabilité pour les accidents qui pourraient se produire dans les épreuves ou réunions organisées par elle.

Art. 27 Tous les cas non prévus par les présents statuts sont tranchés par le conseil d'administration, s'ils ne sont pas traités déjà par les statuts et règlements internes.

MAMER, le 12 janvier 2017